



Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

Le troisième tour des Présidentielles ?

A entendre les revendications tous azimuts (régimes spéciaux de retraites, carte judiciaire, étudiants des universités), il est clair que des syndicats, prêtant main forte à certains partis politiques qui n'ont pas su s'imposer par les urnes, sont en train de jouer le 3ème tour des élections présidentielles.

Le **SYNEP CFE-CGC** refuse d'entrer dans ce jeu politicien économiquement et humainement destructeur. Bien que les conditions de travail des enseignants de l'Enseignement Privé se soient dégradées depuis la Loi CENSI, et que le pouvoir d'achat de tous les personnels, enseignants, personnels éducatifs, administratifs et des services reste médiocre, le **SYNEP CFE-CGC** n'appelle actuellement pas à la grève et veut croire encore aux possibles négociations.

Le 11 novembre 2007



Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

Enseignement Supérieur et Recherche

Le SYNEP CFE-CGC chez la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Une délégation du **SYNEP CFE-CGC** a été reçue le mardi 18 septembre 2007 chez Valérie PECRESSE, la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Pendant plus d'une heure, elle a pu présenter les idées du **SYNEP CFE-CGC** et proposer une évolution du statut de l'enseignement supérieur privé en France, en prenant pour exemple les réflexions de l'Institut Catholique de Lille.

Le Ministère l'a chargée de lister et d'inventorier avec ses interlocuteurs de l'Enseignement Supérieur Privé de France ce qui servira de base à ce nouveau chantier.

Le 19 septembre 2007.



Le  **syndical**

Réactions et communiqués 2007-2006

BRUXELLES

Le SYNEP CFE-CGC à BRUXELLES « Hommes et femmes entre vie professionnelle et vie familiale »

Du 12 au 14 septembre 2007, le **SYNEP CFE-CGC** a participé aux travaux de la Confédération Européenne des Syndicats Indépendants (CESI).

L'évolution démographique de notre vieux continent est un lieu d'inquiétude : comment permettre dès aujourd'hui le développement d'une natalité qui redonnera sang et sens à notre Communauté ?

Il est fondamental de pouvoir garantir, à chacun, la liberté d'organiser sa vie professionnelle et familiale.

Le **SYNEP CFE-CGC** demande de ne jamais perdre de vue la dimension humaine au profit d'une conception utilitariste.

Bruxelles le 14 septembre 2007



Le  **syndical**

Réactions et communiqués 2007-2006

CESI et SYNEP CFE-CGC

Le **SYNEP CFE-CGC** a présenté le 28 juin 2007 ses activités et son action à la Confédération Européenne des Syndicats Indépendants (CESI). Il a demandé son adhésion à cette confédération. Le Comité Directeur a accueilli immédiatement notre syndicat à ses travaux et formalisera son adhésion lors de sa session de décembre 2007.

Le **SYNEP CFE-CGC** se réjouit de pouvoir partager ses expériences et ses actions avec ses confrères de toute l'Europe. Il est certain, comme le lui a affirmé le Président de la CESI et son Secrétaire Général, "que d'une telle synergie doit pouvoir naître un développement qualitatif de l'éducation en Europe".

Dès septembre, le **SYNEP CFE-CGC** participera donc aux travaux de la CESI.

Bruxelles le 28 juin 2007



SYNEP

Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

Invité par Valérie Pécresse

Le SYNEP CFE-CGC invité par Valérie Pécresse

Ce mercredi 27 juin 2007 le **SYNEP CFE-CGC** a apprécié la manière dont la ministre de l'Enseignement Supérieur a amendé le texte relatif à la réforme des universités publiques.

Le **SYNEP CFE-CGC** attend avec confiance qu'elle porte la même attention à ses propositions relatives à l'Enseignement Supérieur privé.

le 27 Juin 2007



SYNEP

Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

Au Ministère de l'Education Nationale

Le SYNEP CFE-CGC au Ministère de l'Education Nationale

C'est le 25 juin 2007 qu'une délégation **SYNEP CFE-CGC** a été reçue au Ministère de l'Education Nationale.

Dans un climat très détendu le **SYNEP CFE-CGC** a développé ses propositions pour lesquelles le Ministère a manifesté beaucoup d'intérêt, à savoir :

- un diplôme d'enseignant intégrant, entre autres, la didactique de la discipline, de la pédagogie et de la psychologie de l'enfant
- le partenariat avec les professionnels pour une information active des jeunes
- une possibilité à la « diplômation » pour les Universités Privées.

Le 26 juin 2007



SYNEP

Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

Chez Nicolas SARKOZY

Le SYNEP CFE-CGC chez Nicolas SARKOZY

Reçue le 25 juin 2007 à la Présidence de la République, une délégation du **SYNEP CFE-CGC** a présenté ses projets concernant l' Enseignement Privé :

- un diplôme validant le savoir-faire des enseignants
- un nouveau statut pour les enseignants
- création d'un outil d'orientation active
- une possibilité à la « diplomation » pour les Universités Privées.

Le 26 juin 2007



Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

VAE (Vaste Arnaque pour l'Emploi ?)

Le **SYNEP CFE-CGC** rappelle que la VAE (Validation des Acquis de l'Expérience), a été mise en place dans le but louable d'aider les quadragénaires ou quinquagénaires, au chômage, à se repositionner sur le marché de l'emploi et favoriser leur insertion professionnelle.

Le **SYNEP CFE-CGC** constate que cette VAE est devenue une vaste arnaque dans laquelle l'Administration implique nombre d'enseignants à qui, pour quelques Euros, elle fait jouer le rôle de jurés fantoches puisqu'ils n'ont aucune autorité pour tester les connaissances des postulants.

Le **SYNEP CFE-CGC** s'étonne d'entendre les politiques demander à la population de respecter le monde enseignant tout en continuant, dans le même temps, à imposer à ce dernier de résoudre la quadrature du cercle en matière d'insertion professionnelle et de se faire le complice d'arnaques dont la VAE est l'un des aspects actuels.

Le **SYNEP CFE-CGC** demande que le dossier de VAE soit validé par une véritable épreuve d'examen, devant un jury s'assurant des réelles compétences des candidats.

Le 4 juin 2007



Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

20 mars 2007 : grève inutile !

Lorsque le **SYNEP CFE-CGC** fait un état de la situation actuelle, il constate que les enseignants sont en présence d'un ministre (G. de Robien) qui boucle ses cartons.

Le **SYNEP CFE-CGC** en conclut donc que tout dialogue avec ce ministre, toute manifestation contre ses décrets qui remettent en cause ceux de 1950 en imposant aux enseignants entre autres d'enseigner dans des matières pour lesquelles ils n'ont pas été spécialisés, ne seraient que des coups d'épée dans l'eau.

C'est la raison pour laquelle le **SYNEP CFE-CGC** n'appelle ni à la grève ni à manifester le 20 mars prochain. Désormais le dialogue est à mener avec les candidats à la présidence de la République dont l'un d'eux vient déjà de déclarer qu'il ne tiendrait pas compte de ces nouveaux décrets.

Le 16 mars 2007



Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

Lettre ouverte aux candidats à la Présidence de la République

Au moment où la France va effectuer pour tous un choix majeur, le **SYNEP CFE-CGC** vous interpelle. Plus de 120 000 enseignants de l'enseignement privé, soit plus de 20% de l'Education Nationale, vivent leur engagement professionnel dans un flou statutaire et une iniquité de carrière et de retraite au regard de celles de leurs confrères de l'enseignement public.

L'enseignement privé est une différence que notre nation permet pour répondre à des choix éducatifs voulus par les familles.

Comment est-il possible une telle disparité de cheminement professionnel entre les deux carrières, où des passerelles sont nécessaires et où l'écart au terme de celles-ci reste de la valeur d'une maison.

La devise de la France est notre devise :

- Liberté : liberté de choix d'enseigner là où notre vocation nous le permet, en tenant compte des aléas de la vie
- Egalité : à concours égal doit répondre un unique schéma de carrière et de retraite
- Fraternité : la complémentarité « public-privé » n'est pas un lieu d'opposition, mais le lieu de la même Education Nationale, creuset de notre avenir

Comment prendrez-vous en compte notre réalité ?

Paris le 13 mars 2007.

Philippe de MARTHE



Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

Présidentielles : l'enseignement privé existe !

Le **SYNEP CFE-CGC** s'étonne que, à près d'un mois des élections, les candidats à la présidence de la République n'aient pas encore fait la moindre allusion à l'enseignement privé, alors que le statut de ses enseignants, ni privés ni fonctionnaires, est très loin d'être clarifié.

Le **SYNEP CFE-CGC** leur demande, par exemple, leurs projets pour permettre enfin l'équité des carrières et des retraites des professionnels exerçant tant dans l'enseignement public que privé. Cette question est d'autant moins marginale que, rappelons-le, les établissements privés représentent 20% de l'enseignement géré par l'Etat.

Le **SYNEP CFE-CGC** sait bien qu'en France, parler de l'enseignement privé a toujours été source de conflits idéologiques. Est-ce la raison pour laquelle chaque candidat à la magistrature suprême se garde d'aborder le sujet ? Ou s'accordent-ils sur le fait que cet enseignement privé soit actuellement le laboratoire d'un désengagement programmé de l'Etat au sein d'une Education Nationale dont personne ne maîtrise plus grand chose depuis tant d'années ?

Le 8 mars 2007



Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

Orthographe, partie visible de l'iceberg

Le **SYNEP CFE-CGC**, avec amertume mais sans étonnement, ne peut que déplorer les résultats révélés par une enquête d'universitaires montrant que les collégiens de cinquième sont, en orthographe, au niveau des élèves de CM2 de 1987 !

D'aucuns, simplistes, s'empressent déjà de répéter que ce n'est pas grave et qu'il n'y a qu'à réformer l'orthographe ou donner plus de temps aux enseignants de lettres !

Le **SYNEP CFE-CGC** rappelle que ce qui est principalement en cause, dans l'enquête, ce n'est pas tant l'écriture des mots mais la grammaire, c'est-à-dire ce qui permet de comprendre le sens des phrases. De plus en plus d'élèves ne comprennent pas plus ce qu'on leur dit que ce qu'ils lisent ou écrivent, et c'est là tout le problème des incompetents.

Aussi le **SYNEP CFE-CGC** s'interroge-t-il. Ces élèves, enseignants de demain, comprendront-ils mieux lorsqu'on leur aura simplifié l'orthographe ou donné des cours en plus ? Ce qui leur manque, et qu'il manque à certains de leurs enseignants, c'est la culture de la rigueur sans laquelle on ne bâtit rien de durable. Alors, l'orthographe ? Ce n'est que la partie visible de l'iceberg du gâchis.

Le 9 février 2007



SYNEP

Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

Non à la grève du 08 février 2007

La direction du **SYNEP CFE-CGC** décide de ne pas s'associer à la grève des agents publics le jeudi 08 février 2007.

En effet, les **Fonctions Publiques-CGC**, après plusieurs réunions bilatérales avec le Ministre de la Fonction Publique, ont obtenu des avancées et des engagements significatifs de la part du Gouvernement (voir leur communiqué du 24-01-2007)

Avec les mesures salariales prises au 1^{er} janvier 2007 (+0,5%) et au 1^{er} février 2007 (+0,8%) le **SYNEP CFE-CGC** constate que le pouvoir d'achat a été maintenu en 2006. Il se refuse donc à s'engager dans un mouvement, à quelques semaines d'élections nationales.

Il appartiendra au prochain Gouvernement d'assurer au moins le maintien du pouvoir d'achat en 2007 de tous les agents qui assurent un service public de qualité reconnu par tous les français.

le 29 janvier 2007



Le  **syndical**

Réactions et communiqués 2007-2006

Journée du 8 février

Les Fonctions Publiques-CGC ont voté lors de leur Comité Directeur du 22 janvier 2007 leur non participation à la journée du 8 février 2007 qui verra les agents publics se joindre à la grève SNCF.

Les Fonctions Publiques-CGC, après plusieurs réunions bilatérales avec le Ministre de la Fonction Publique, ont obtenu des avancées et des engagements significatifs de la part du Gouvernement :

- ouvrir des négociations avant fin février pour réévaluer et restructurer l'ensemble de la grille des agents de catégorie B dans les trois fonctions publiques ;
- augmenter le nombre :
 - o de postes fonctionnels pour les agents de catégorie A,
 - o de passages d'Attachés en Attachés principaux,
 - o de passages de A en A +.
- étendre le bénéfice du CESU aux enfants jusqu'à l'âge de 6 ans, et créer 2.500 places de crèches supplémentaires ;
- d'autres mesures seront mises en place pour le logement et les transports publics.

Ces négociations bilatérales ont incité le Gouvernement à augmenter de 0,8 % au 1^{er} février 2007 la valeur du point Fonction Publique qui profitera à tous les agents des 3 Fonctions Publiques.

Les Fonctions Publiques-CGC ont également obtenu des mesures pour le corps d'encadrement et d'application de la Police Nationale et les inspecteurs du Ministère des Finances.

Les Fonctions Publiques-CGC estiment que le pouvoir d'achat a été maintenu en 2006 avec les mesures prises au 1^{er} février 2007, et que seule une véritable négociation sur la Fonction Publique de métiers permettra une importante revalorisation des traitements de tous les agents, par la mise en place de nouvelles grilles indiciaires adaptées.

Les Fonctions Publiques-CGC se refusent à s'engager dans un mouvement où les revendications sont multiples, ce qui nuit à l'efficacité en ce qui concerne le problème salarial et ce, à quelques semaines d'élections nationales déterminantes pour l'avenir de la France.

Il appartiendra au prochain Gouvernement d'assurer au moins le maintien du pouvoir d'achat en 2007 de tous les agents qui assurent un service public de qualité reconnu par tous les français.

Le 24 janvier 2007



Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

Communiqué de la CFE-CGC

Décès de l'Abbé Pierre

C'est avec une immense tristesse que nous avons appris, ce matin, la disparition de l'Abbé Pierre.

Au-delà de la perte de l'homme, que nous déplorons, c'est le personnage tout à fait emblématique qui s'éteint et qui était devenu le défenseur symbolique des démunis, des mal-logés, bref, des pauvres, bien trop nombreux dans un pays comme la France.

Son combat, débuté en 1954, est redevenu d'actualité après la trêve des années glorieuses de la croissance.

Nous conserverons de lui l'image du dévouement, du combat opiniâtre pour une meilleure équité sociale et l'obtention de ce qu'il considérait bien avant l'heure comme un droit primaire, celui d'avoir un toit.

Le 22 janvier 2007



Le  **syndical**

Réactions et communiqués 2007-2006

Manifestation du samedi 20 janvier 2007

Le **SYNEP CFE-CGC** demande à ses adhérents et militants de participer aux manifestations ou aux rassemblements qui seront organisés ce jour-là un peu partout en FRANCE.

L'Education Nationale va supprimer 5000 postes dont plus de 20% dans l'enseignement privé. C'est insensé ! Chaque semaine brûlent « ordinairement » 100 voitures sur le territoire et le gouvernement décide une fois encore de déshabiller le corps enseignant alors qu'il est nécessaire de pouvoir dédoubler des classes, préparer avec qualité les cours et, enfin, de pouvoir mettre face aux élèves plus d'enseignants.

Aussi le **SYNEP CFE-CGC** demande-t-il à tous et à chacun de participer à ces manifestations du 20 janvier 2007 pour affirmer son opposition à cette nouvelle braderie du système éducatif.

Le 18 janvier 2007

Pour PARIS le cortège partira de Denfert Rochereau à 14 heures et se dirigera vers Bastille.



SYNEP

Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

Enseignants certifiés à 4000€ par mois !

Une telle ineptie lancée par un membre du gouvernement, qui se trompe de 1000€ (jugez du peu !) pour des enseignants en fin de carrière, est-elle surprenante ?

Dans un passé plus ou moins récent n'a-t-on pas déjà entendu d'autres contrevérités, entre autres que les enseignants étaient champions des arrêts de maladie, payés à ne rien faire, favorisaient leur travail hors collège au détriment de leurs élèves ?..

Comme l'a maintes fois rappelé le **SYNEP CFE-CGC**, l'Education Nationale, ascenseur social, est en panne et les ministres qui se succèdent, semblent désemparés face à un problème qui visiblement dépasse leur entendement. Aussi ont-ils trouvé une échappatoire, démagogique comme il se doit : accuser les enseignants, bien moins nombreux que les autres électeurs.

On comprend alors mieux le rôle de toutes ces fausses informations, messages politiques plus ou moins subliminaux à l'adresse des votants et dont l'objectif est la chasse aux sorcières enseignantes.

Une fois de plus le **SYNEP CFE-CGC** dénonce ces attaques insidieuses envers les maîtres, mais ne se fait pas trop d'illusions à propos de ceux qui les lancent : un pays n'a-t-il pas les hommes politiques qu'il mérite ?

Le 17 janvier 2007



Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

Non à la grève, Négociations pour nos élèves

L'Education Nationale veut supprimer l'heure de préparation (1ère chaire et laboratoire) pour les classes de 1ère et Terminale.

Le SYNEP CFE-CGC décide de ne pas s'associer à l'appel à la grève lancé par les syndicats du Public pour le lundi 18 décembre 2006 afin de ne pas pénaliser les élèves.

En revanche le SYNEP CFE-CGC demande aux divers responsables de l'Enseignement Privé l'ouverture de négociations pour qu'ils prennent en charge cette heure, qui est un engagement qualité.

Le 14 décembre 2006



Le  **syndical**

Réactions et communiqués 2007-2006

A quand la prime de « bonne bouille » ?

En cette période à laquelle les enseignants font les bilans de fin de trimestre, le **SYNEP CFE-CGC** réaffirme son opposition radicale à la prise en compte de la note de vie scolaire pour l'obtention du brevet des collèges. A défaut de pouvoir proposer des éducateurs, voilà que l'Education Nationale espère « calmer les sauvages » par cet artifice !! A quand la prime de « bonne bouille » ?

Il est urgentissime de compléter le corps enseignant par un corps d'éducateurs, réel moyen qui permettra, par une présence active, l'accompagnement de notre jeunesse laissée depuis des décennies aux expérimentations, toutes vouées à l'échec quand elles ne mettent pas l'humain au centre de leurs causes.

Le 23 novembre 2006



Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

Recommandations du Haut Conseil de l'Education pour la formation des maîtres

Enfin !

Le **SYNEP CFE-CGC** prend acte des récentes « recommandations » du Haut Conseil de l'Education (HCE) et note avec satisfaction que ce dernier considère, enfin, que l'enseignement est un métier qui doit s'apprendre.

Le **SYNEP CFE-CGC** se plait donc à espérer que les futurs professeurs bénéficieront, enfin, d'autre chose que d'un apprentissage entre deux portes d'un IUFM qui n'a actuellement « d'universitaire » et de « formateur » que le nom !

Le **SYNEP CFE-CGC**, sans se faire cependant trop d'illusions, attend maintenant avec impatience que le Ministère de l'Education ose mettre en application cette recommandation de bon sens du HCE.

Le 7 novembre 2006



Le  **syndical**

Réactions et communiqués 2007-2006

Heures de laboratoire supprimées

D'après le projet de « dépeussierage » du décret de 1950 le ministère de l'Education Nationale supprimerait les « heures de laboratoire » lorsqu'un « personnel affecté à l'entretien » existerait.

Le **SYNEP CFE-CGC** rappelle que ces heures, une ou deux par établissement, sont données à certains enseignants chargés de faire fonctionner les laboratoires de Physique, de Chimie et de SVT. Entre autres ils règlent ainsi les problèmes de maintenance des matériels et, surtout, ils assurent la synthèse entre les besoins de chaque enseignant et les choix et les nombres des matériels spécialisés à commander.

A l'heure où le ministère a augmenté la masse globale des Travaux Pratiques et les a rendus obligatoires comme épreuve de bac, le **SYNEP CFE-CGC** constate que l'existence de ces heures est plus que jamais nécessaire.

Le **SYNEP CFE-CGC** s'interroge : enlever ces heures aux enseignants pour les donner à un « personnel affecté à l'entretien » c'est ne rien avoir compris au fonctionnement des laboratoires qui ont besoin d'autre chose que d'un « entretien ». ***Un restaurateur sérieux aurait-il l'idée d'enlever la gestion de la cuisine à son chef coq sous prétexte qu'il a une personne chargée de l'entretien des fourneaux ?***

Le Gouvernement penserait-il que l'on n'a pas besoin d'être professionnel pour faire du travail de professionnel ? Ne se serait-il pas encore aperçu qu'il ne suffit pas de promouvoir un « politique » ministre de l'Education Nationale pour que par miracle ce dernier devienne cohérent en la matière ?

Le 16 octobre 2006



Le  **syndical**

Réactions et communiqués 2007-2006

Déclaration commune :
FNEC-FP-FO
Fep-CFDT
SNEC-CFTC
SPELC
SYNEP-CFE-CGC

NEGOCIATIONS SALARIALES : TOUJOURS EN ATTENTE DE LA REOUVERTURE !...

Suite à l'échec des négociations salariales de juin 2006, et à la demande des organisations syndicales formulée le 26 septembre dernier, le collège employeur devait, avant le 10 octobre 2006, proposer une date pour la réouverture des négociations salariales.

Les partenaires sociaux se retrouvaient le mardi 10 octobre en vue d'une révision de la convention collective et de la tenue de la CPN PSAEE.

En l'absence de réponse du collège employeur ce 10 octobre, les organisations syndicales des salariés ont réitéré leur demande et proposé trois dates courant novembre pour la réouverture des négociations salariales.

En réponse, les membres du collège employeur ont proposé une autre date, le 17 novembre 2006, sous réserve de l'accord de leurs mandants sur la réouverture des négociations.

Les organisations syndicales ont pris acte de la date proposée.

Face à l'incertitude sur la tenue de la réunion du 17 novembre, et soucieuses de ne pas pénaliser les salariés, les organisations syndicales ont proposé de ne traiter ce 10 octobre que les points de l'ordre du jour portant sur l'homologation des formations et la qualification des personnels d'éducation.

En réponse, le collège employeur a refusé de poursuivre la réunion et a quitté la salle.

Le 10 octobre 2006



Le  **syndical**

Réactions et communiqués 2007-2006

Non à la suppression de l'heure de première chaire

Le **SYNEP CFE-CGC** rappelle, à propos de l'heure de première chaire

- qu'elle correspond à une heure sans élèves, accordée aux quelques enseignants de Lycées faisant au moins 6 heures de cours à différents niveaux en classes de Première et de Terminale.
- qu'elle a été accordée en 1950 pour compenser le surcroît de travail qu'avaient ces enseignants de « classes d'examens ».
- que depuis peu le ministère veut la supprimer.

Le **SYNEP CFE-CGC** s'étonne de cette attitude gouvernementale. Rien ne justifie cette suppression à part l'éventuel aveu ministériel implicite : « le baccalauréat serait devenu d'une médiocrité telle que les enseignants n'auraient plus d'efforts particuliers à faire dans ces classes ».

Le **SYNEP CFE-CGC** demande donc au ministère de l'Education de bien vouloir préciser les raisons sérieuses qui le poussent à envisager cette suppression, alourdissant d'une heure le travail d'enseignants déjà sciemment exclus, de longue date, des revalorisations salariales et de l'ARTT.

Le 9 octobre 2006



Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

Grève dans l'Enseignement

Le jeudi 28 septembre 2006, les professeurs de l'enseignement public sont en grève, protestant contre la réduction de 8700 postes d'enseignants pour 2007.

Le SYNEP CFE-CGC s'indigne avec leurs confrères du public : comment accompagner, éduquer et instruire notre jeunesse en diminuant le nombre d'enseignants ? Peut-être devons-nous délocaliser pour diminuer le budget de l'Education Nationale !

Le 28 septembre 2006



Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

Négociation de branche relative à l'ARTT dans les établissements d'enseignement privé

Déclaration :

« Le mercredi 20 septembre 2006, les organisations syndicales des salariés : SNEC-CFTC, FEP-CFDT et SPELC se sont réunies. Elles ont fait, une fois de plus, le constat de l'échec des négociations salariales.

Les établissements de l'Enseignement catholique, qui se veulent des lieux de vie centrés sur la Personne, rémunèrent leurs salariés sur une grille conventionnelle dont certains indices sont inférieurs au SMIC. Dans le même temps, la rémunération des chefs d'établissement du premier degré a été revalorisée pour atteindre un juste niveau.

Nous sommes convoqués ce jour pour négocier la possibilité du décompte du temps de travail en jours pour les cadres.

Au cours des mois ou des semaines passées, les organisations syndicales ont témoigné de leur bonne volonté en négociant et en signant plusieurs accords. Mais aujourd'hui, nous avons décidé de ne participer à cette négociation qu'en contrepartie d'un engagement du collègue employeur de reprendre les négociations salariales dans les meilleurs délais.

En conséquence, nous proposons de fixer une date à laquelle seront convoqués tous les partenaires pour l'ouverture de négociations salariales. »

Le **SYNEP CFE-CGC** s'est associé à cette déclaration.
Faute de mandat, le collègue Employeur n'a pu fixer une date

Le SYNEP CFE-CGC et l'ensemble des syndicats du collègue Salarié représentés ont décidé de suspendre toute négociation.

Réunion du 26 septembre 2006



SYNEP

Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

Carte scolaire : le faux problème

Le ministre de Robien envisage de multiplier les dérogations à la carte scolaire.

Le SYNEP CFE-CGC rappelle que la carte scolaire est une « frontière de l'éducation », l'équivalent d'une frontière entre deux états.

De même que certains citoyens veulent fuir leur pays où ils vivent mal, certains élèves veulent fuir leur zone de scolarité obligatoire où ils perdent leur temps. A qui la faute, si ce n'est au seul et unique Ministère de l'Education Nationale qui organise toutes ces zones ?

Si l'Education Nationale jouait réellement son rôle, celui de bien enseigner dans de bonnes conditions en tout lieu, la carte scolaire et ses problèmes de dérogation n'auraient plus aucune raison d'être.

Pour le SYNEP CFE-CGC, l'existence même de la carte scolaire est une preuve, si besoin était, du malaise chronique de l'Education Nationale, « Inéquation Nationale » !

Malheureusement, pour ce ministère, il semblerait qu'il n'y ait plus rien à attendre de la part des politiques, tant de droite que de gauche.

Le 8 septembre 2006

SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE

Maison de la CFE-CGC 63 RUE DU Rocher 75008 PARIS

tél. : 01 55 30 13 19 – Fax : 01 55 30 13 20 – Email : synep@cfecgc.fr



Le  *syndical*

Réactions et communiqués 2007-2006

Note de « vie scolaire »

Le brevet des collèges dévoyé !

Le SYNEP CFE-CGC

- prend acte de l'instauration, dans les collèges, d'une « note de vie scolaire », que l'on peut traduire plus clairement par « note de comportement ». Cette note, si elle n'est pas dévoyée, aura le mérite de tenter de faire prendre conscience à certains élèves qu'ils n'ont pas que des droits mais ont aussi des devoirs envers la société.

- souhaite que le ministère n'espère pas endiguer la vague d'incivisme uniquement par cette « note de vie scolaire » et qu'il fera rapidement un effort supplémentaire en matière d'encadrement éducatif des jeunes.

- s'insurge contre le fait qu'une note de comportement puisse entrer dans le barème d'obtention du brevet des collèges. Jusqu'à preuve du contraire le brevet n'était pas un document récompensant le « bon citoyen » mais un diplôme attestant un certain niveau de connaissances. Pourra-t-on désormais se l'offrir avec une bonne conduite ou en pensant « comme il faut » ?

D'ailleurs le ministre lui-même ne semble plus être si fier de cette mesure puisque dans sa lettre de rentrée, adressée à tous les enseignants, il n'en fait même pas allusion !

Le 7 septembre 2006

SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT PRIVE

Maison de la CFE-CGC 63 RUE DU Rocher 75008 PARIS

tél. : 01 55 30 13 19 – Fax : 01 55 30 13 20 – Email : synep@cfecgc.fr